



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction Générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEIO

05 octobre 2021

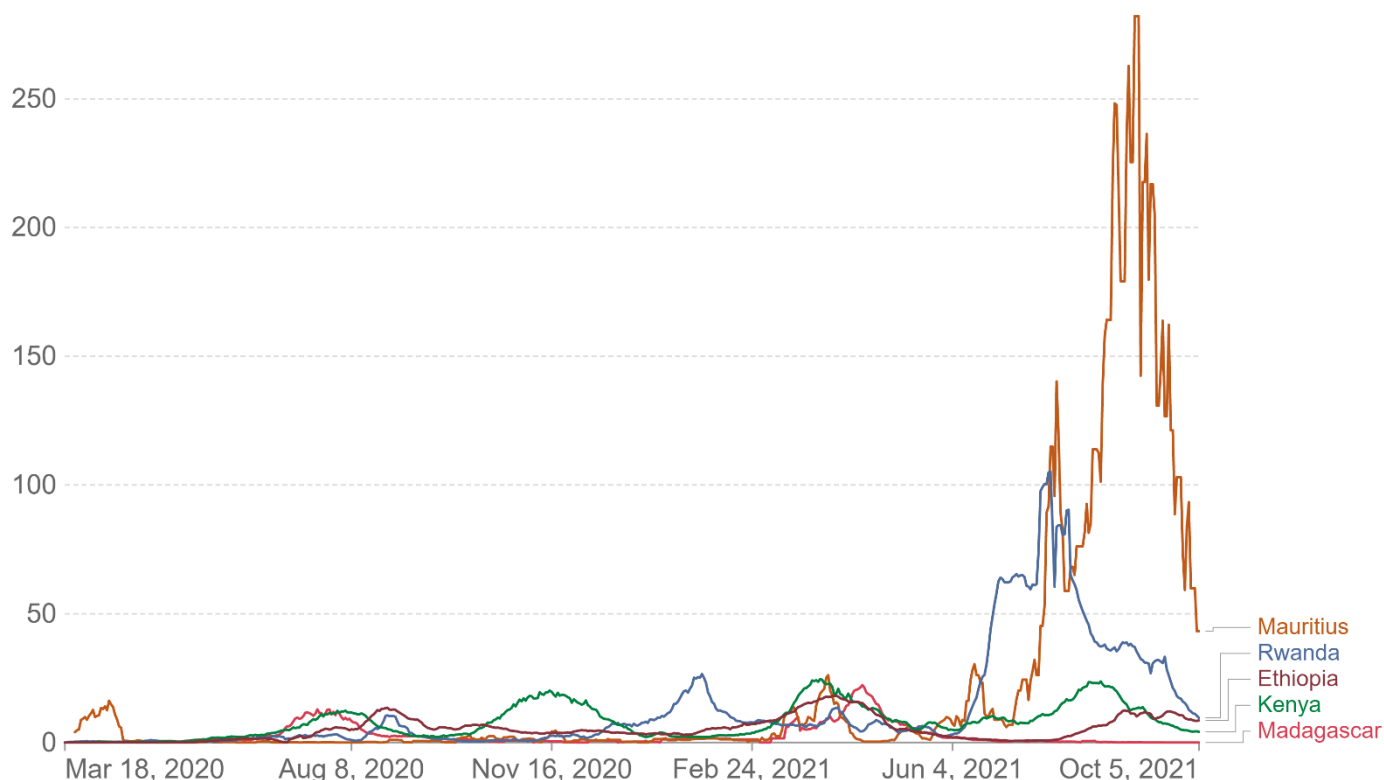


## Evolution de la situation sanitaire

### Daily new confirmed COVID-19 cases per million people

Shown is the rolling 7-day average. The number of confirmed cases is lower than the number of actual cases; the main reason for that is limited testing.

Our World  
in Data



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY

## ❖ Lancement du *Pan-African Payment and Settlement System (PAPSS)*

Un marché financier permettant d'effectuer des paiements transfrontaliers instantanés en devises locales entre les pays africains a été lancé fin septembre 2021. Composante intégrante de la zone de libre-échange continentale africaine, ce système poursuit le double objectif de s'affranchir de la dépendance envers les devises fortes et d'encourager le commerce via la simplification des transactions. Près de 5 MUSD pourraient être économisés grâce au mécanisme de compensation (les offres et les demandes de devises locales sont appariées). Ce projet financé à hauteur de 3 MUSD par l'AfreximBank fait suite à la réussite du projet pilote conduit dans les pays de la CEDEAO (500 MUSD pour le développement du mécanisme de compensation régional).

### ❖ Burundi

*Pas de brèves cette semaine.*

### ❖ Comores

*Pas de brèves cette semaine.*

### ❖ Djibouti

*Pas de brèves cette semaine.*

### ❖ Erythrée

*Pas de brèves cette semaine.*

### ❖ Ethiopie

Tenue de la première réunion du Comité des créanciers de l'Éthiopie dans le cadre du Cadre commun

Le 16 septembre, soit trois jours avant l'expiration de la composante du programme FMI – une Facilité élargie de crédit – le Comité des créanciers de l'Éthiopie s'est réuni pour discuter de la demande des autorités éthiopiennes de bénéficier d'un traitement de dette au titre du Cadre commun de traitement de la dette suite à l'Initiative du Suspension du Service de la Dette (ISSD) approuvée par le G20 et le Club de Paris. Ce comité, coprésidé par la France et la Chine, a réuni 12 pays, alors que la Banque mondiale et le FMI étaient observateurs.

## Approbation de sept licences pour sept sociétés minières

Le Conseil des ministres a attribué des licences à sept sociétés minières, dont quatre dans l'exploitation de l'or (travaux d'exploration et d'extraction dans les régions de Gambella, Benishangul-Gumuz et Oromia). Cette approbation fait suite à l'analyse des études de faisabilité, de la solidité du capital des entreprises et de leur contribution potentielle à l'économie du pays, par le ministère des Mines et du Pétrole (MoMP). Selon ce ministère, ces sociétés (dont quatre bénéficient de capitaux étrangers – Émirats Arabes Unis, États-Unis, Canada, Royaume-Uni, Norvège) devraient générer plus de 4,7 MUSD de revenus pour le gouvernement éthiopien au cours des dix premières années et créer plus de 1 300 emplois. Afin de développer le secteur minier (700 MUSD d'exportations sur 2020/21), le MoMP a exempté les mineurs artisanaux de la redevance régionale afin d'accroître la production minière de l'Éthiopie.

## Lancement de l'appel d'offres pour la deuxième licence de télécommunications « licence B »

Alors que deux licences avaient été initialement proposées en appel d'offres en juin 2020, seule une licence « licence A » avait finalement été attribuée (en juin 2021, au consortium mené par le kenyan Safaricom pour 850 MUSD). Fin septembre, le gouvernement a donc soumis la « licence B », en incluant les services de mobile money (à la différence de la première licence). Les candidats ont jusqu'au 20 décembre 2021 pour soumettre leurs offres pour une attribution annoncée pour le mois de janvier 2022. En outre, depuis le 13 septembre, les investisseurs étrangers peuvent soumettre leurs offres financières et techniques pour prendre part au capital d'Ethio Telecom (40 %).

## Kenya

### Ambition de réduire le coût de l'électricité de plus de 33 % d'ici la fin de l'année 2021

Cette annonce intervient à la suite de changements effectués au sein du cabinet du ministère de l'Énergie. Monica Juma, alors CS du ministère de la Défense, remplace désormais Charles Keter à la tête du ministère. Elle sera accompagnée d'un nouveau secrétaire principal (PS), Gordon Kihlangwa, anciennement PS des travaux publics. Pour atteindre cet objectif ambitieux de réduire le coût de l'électricité de plus de 33 % en seulement 3 mois, le groupe de travail présidentiel sur la révision des accords d'achat d'électricité (PPA) recommande (i) la révision et une renégociation avec les producteurs indépendants d'électricité (IPP) afin d'obtenir une réduction immédiate des tarifs dans le cadre des accords contractuels existants, (ii) l'annulation de toutes les négociations non conclues des PPA et (iii) l'alignement des futurs PPA sur le Plan de développement énergétique à moindre coût (LCPDP).

### L'inflation a atteint en septembre son niveau le plus haut depuis février 2020 (6,9 %)

Comme le constate le bureau national des statistiques du Kenya, la hausse du niveau général des prix à la consommation poursuit son augmentation depuis octobre 2020 (4,8 %) et atteint 6,9 %, soit une augmentation de 2,1 points sur la période. Cette hausse s'explique par la hausse du prix de l'alimentation générale et des boissons non alcoolisées (10,6 % contre 5,2 % en septembre 2020) et par les mouvements observés sur le secteur des transports; les récentes hausses brutales du prix de l'essence (+8,5 % depuis août) ont porté à 9,2 % le niveau de l'inflation du secteur, contre 7,9 % en août. L'augmentation des prix du carburant a par ailleurs déclenché plusieurs manifestations d'ampleur à Nairobi en septembre.



Toutefois, ce niveau d'inflation reste à l'intérieur de l'intervalle cible de la banque centrale (fixés à 5,0 % plus ou moins 2,5 %), lui permettant ainsi de maintenir son taux d'intérêt directeur à son niveau le plus bas depuis 10 ans (7,0 %).

## Madagascar

### Acquisition de cent soixante-cinq vaches laitières par le gouvernement malgache

Cent soixante-cinq vaches laitières de race normande et montbéliarde ont été importées de France via avion-cargo et livrées à l'aéroport de Tananarive le 5 octobre. Elles ont été acquises auprès de l'Union des coopératives agricoles pour l'exportation et la commercialisation d'animaux montbéliards (Coopec) à travers un financement du programme Fihariana. Cette acquisition entre dans le cadre du projet Titre Vert de la Région Vakinankaratra qui vise à développer la filière lait malgache.

### Lancement de *Kolos Madagascar* dans le secteur de la construction et de la cimenterie

*Kolos Cement*, filiale de l'entreprise mauricienne *Gamma Civic Ltd* s'implante à Madagascar via la création de *Kolos Madagascar*. Dans un contexte où la Grande Ile ne produit que 150 000 tonnes sur les 1 M de tonnes de consommation annuelle, l'objectif de l'entreprise sera, dans un premier temps, d'importer du ciment pour faire face à la demande. L'entreprise ambitionne, dans un deuxième temps, de construire une usine de cimenterie d'ici 2024. Avec ce projet, la production nationale pourrait couvrir 80 % des besoins de la Grande Ile selon le directeur général de *Kolos Madagascar*, Tsiry Rasolonjatovo. Au cours de la dernière décennie, le volume annuel de consommation de ciment a progressé de 7 %.

## Maurice

### Accord sur le plan de restructuration d'Air Mauritius pour 241 MEUR

Près de six-cent créanciers d'Air Mauritius ont approuvé le 28 septembre le plan de restructuration d'Air Mauritius, sous administration volontaire depuis avril 2020. La compagnie – dont l'actionnariat est à 72 % public – bénéficiera d'un prêt de 240,6 MEUR de la part du gouvernement mauricien. 190,5 MEUR de ce montant seront utilisés pour rembourser ses créanciers au plus tard le 31 octobre, notamment des sociétés de location d'avions, d'assurance et divers prestataires (banques, hôtels...). Air Mauritius réduira par ailleurs sa flotte de quinze à neuf appareils: quatre Airbus A350, deux Airbus A330Neo et trois ATR 72-500.

### Réouverture des frontières aériennes aux voyageurs vaccinés le 1er octobre

L'île Maurice a complètement rouvert ses frontières aériennes aux voyageurs vaccinés le 1er octobre afin de relancer son secteur du tourisme fortement touché par la pandémie de Covid-19, suite à dix-huit mois de fermeture. Selon les autorités 6 500 visiteurs sont arrivés depuis le 1<sup>er</sup> octobre dont 40 % de Français. Le gouvernement mauricien espère l'arrivée de 650 000 visiteurs d'ici un an, correspondant à près de la moitié de la fréquentation pré-pandémie (1,4 Mde visiteurs dont 300 000 en provenance de la France métropolitaine et 150 000 de l'île de la Réunion).

### La production agricole et de produits alimentaires repartent à la hausse au deuxième semestre 2021

Dans son dernier rapport trimestriel sur les comptes nationaux publiés le 30 septembre, *Statistics Mauritius* fait état d'une forte progression de la production agricole et de

produits alimentaires en glissement annuel au deuxième semestre 2021. La production agricole et de la pêche a atteint 145 MEUR soit une hausse de 14,8 %, notamment à travers la progression de la production de canne à sucre (+25,3 % à 16 MEUR). La production de biens d'alimentation progresse également de 17,5 % à 160 MEUR tandis que la production de sucre raffiné atteint 4,5 MEUR (+23,7 %).

## Ouganda

### UBA Bank nommée négociant principal sur le marché de la dette publique

La *United Bank for Africa Uganda* (UBA) a été nommée banque négociant principal par la *Bank of Uganda* (BoU) à compter du 1er octobre 2021. L'UBA est la huitième banque à être nommée "Primary Dealer" en Ouganda, elle rejoint Absa, Baroda, Centenary, DFCU, *Housing Finance Bank*, *Stanbic Bank* et *Standard Chartered Bank*. L'UBA prêtera désormais des fonds publics et fournira en échange des bons et obligations du Trésor comme garantie, lors des enchères sur le marché primaire. La banque devra aussi faciliter l'achat et la vente de bons du Trésor et d'obligations aux investisseurs sur le marché secondaire. Cette nomination intervient alors que la dette publique avoisine les 50 % du PIB. Par ailleurs, plus de 2,0 Mds USD de titres du Trésor avaient été émis entre juillet et décembre 2020.

### Le NSSF résilient face aux effets de la pandémie

En août dernier, les membres du NSSF (Fonds National de Sécurité Sociale) de l'Ouganda ont pu accéder à l'épargne de manière anticipée comme un coussin de sécurité face aux conséquences de la pandémie. Les cotisants du NSSF qui ont épargné pendant plus de 10 ans, qui ont plus de 45 ans et qui ont perdu leur emploi,

avaient été autorisés à retirer 20 % de leur épargne détenue par la caisse de sécurité sociale contrôlée par l'État. De plus, environ 100 000 épargnants sur les deux millions de cotisants au NSSF ont pu bénéficier de retraits à mi-parcours d'une valeur totale de 281 MUSD. Mercredi dernier, le NSSF a annoncé le paiement d'un intérêt de 12,15 % (équivalent à environ 430 MUSD) à ses membres pour l'exercice 2020/21, ce qui représente une croissance de 10,75 % pour la période se terminant en juin 2020. Par ailleurs, d'après le directeur général du NSSF, R. Byarugaba, les amendements du récent projet de loi NSSF (2019) permettront d'habiliter le fonds à introduire de nouveaux avantages et de nouvelles flexibilités pour exploiter le marché informel.

## Rwanda

### Le Rwanda et le Luxembourg signent un accord de non double imposition

Les deux pays ont annoncé avoir signé un accord pour lever la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et la prévention de la fraude et de l'évasion fiscales entre les deux pays. Cet accord intervient alors que le Rwanda souhaite se positionner comme un hub financier sur le continent. La place financière de Kigali (KIFC) dont la promotion a été confiée à *Rwanda Finance Limited* a pour objectif d'attirer des investisseurs étrangers au Rwanda en réformant le système réglementaire et fiscal pour le rendre plus attractif. Ces accords de non double imposition sont ainsi au cœur de la stratégie de la place financière rwandaise. *Rwanda Finance Limited* a ainsi contribué à la signature d'accords avec différents pays comme le Qatar, Singapour ou la Turquie.

## ❖ Seychelles

### La Banque centrale seychelloise maintient son taux directeur inchangé à 2 %

Le comité de politique monétaire de la Banque centrale seychelloise (CBS) a décidé le maintien du taux directeur à 2,0 % pour le quatrième trimestre 2021 le 28 septembre. La facilité permanente de dépôt est maintenue à 0,5 %, tout comme la facilité permanente de prêt à 3,5 %. La Banque centrale constate par ailleurs que l'économie seychelloise n'a pas encore complètement surmonté les impacts de la pandémie de Covid-19 malgré la réouverture progressive des frontières aériennes depuis mars 2021, dans un contexte de hausse des prix des matières premières et du fret au niveau mondial.

## ❖ Somalie

### La Somalie inaugure sa première usine publique d'oxygène pour faire face à la pandémie de Covid19

Afin de faire face à la pénurie d'oxygène et au manque d'équipement associé dans le pays, l'usine installée dans un hôpital de la capitale Mogadiscio, a été achetée par la Fondation *Hormuud Salaam* pour un montant de 282 000 EUR (240 000 USD). L'installation de l'usine intervient quelques semaines après que l'unité de Covid19 de l'hôpital ait été partiellement détruite par une attaque du groupe extrémiste *al-Shebab*, affilié à *Al-Qaida*. L'oxygène de l'usine sera probablement distribué gratuitement dans les hôpitaux publics du pays, alors qu'un cylindre coûte environ 50 USD et peut atteindre 500 USD dans les hôpitaux privés, en raison de la pénurie. À l'heure actuelle, seul 1 % des 15 millions d'habitants a été vacciné.

## ❖ Soudan

### Le blocus des ports de Port Soudan se poursuit

Mécontents des accords de paix signés à Juba en octobre dernier et réclamant plus de moyens pour l'Etat de la Mer rouge, des manifestants de la tribu Beja de l'est du Soudan bloquent depuis le 17 septembre la principale route reliant Khartoum à Port Soudan. Conséquence directe le Port des conteneurs ainsi que le port d'Alkheir, consacré à l'importation de carburants, sont bloqués. Quant aux ports en vrac ils restent opérationnels mais aucun mouvement de transport n'est possible. Seuls les ports de Bashaer, qui permettent l'exportation du pétrole soudanais mais surtout du brut sud soudanais, ont recommencé leur activité. Alors que les négociations entre le gouvernement et les manifestants piétinent, dans un communiqué publié le 3 octobre, le conseil des ministres a mis en garde contre une détérioration dans l'approvisionnement de biens essentiels comme les carburants et les médicaments, dont les stocks ont atteint des niveaux critiques. Cette situation, qui commence à asphyxier l'économie soudanaise, conjuguée aux récents événements (mutinerie, démantèlement de cellules terroristes), exacerbent les tensions entre civils, militaire et représentants des groupes armés.



Zone bloquée de la route Khartoum – Port Soudan



## 🍷 Soudan du Sud

### Le Soudan du Sud supprime l'obligation de visa pour les citoyens ougandais

Dans un principe de réciprocité, le ministère des Affaires étrangères sud-soudanais a déclaré, à Djouba, que les citoyens ougandais ne sont pas tenus d'obtenir un visa à compter du 4 octobre 2021. Cette déclaration intervient une semaine après que le gouvernement ougandais a annoncé une exemption de visa pour les Sud-Soudanais possédant un passeport valide. Le gouvernement ougandais avait déclaré qu'il rétablirait les frais pour les ressortissants sud-soudanais si le gouvernement de Djouba ne rendait pas la pareille avant la fin du mois d'octobre. Cette décision fait suite au sommet des chefs d'État de la Communauté d'Afrique de l'Est qui s'est tenu à Nairobi en février 2021, au cours duquel le président S. Kiir a demandé aux pays voisins une exemption de visa, en particulier entre le Soudan du Sud, le Kenya et l'Ouganda. Cette mesure devrait faciliter le commerce et les investissements dans la région malgré la situation sécuritaire instable au Sud-Soudan.

## 🍷 Tanzanie

### Augmentation de 17% des recettes des impôts en Tanzanie

Le commissaire de l'administration fiscale tanzanienne, M. Alphayo Kidata, a annoncé que la Tanzania Revenue Authority (TRA) avait collecté des impôts totalisant 2,21 Mds USD de juillet à septembre, soit une croissance de 17,4% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les recettes au cours des trois premiers mois de l'exercice 2021-2022 représentent 94,3% de l'objectif de collecter 2,37 Mds USD sur ce trimestre. Selon la TRA,

l'augmentation de la perception des impôts a été attribuée à une plus grande conformité fiscale des sociétés minières, de télécommunications et de transport. Septembre 2021 a été le meilleur mois, la TRA ayant enregistré une collecte de 823,58 MUSD contre 737,53 MUSD en septembre 2020. Selon la proposition de budget pour l'année en cours, les recettes fiscales du pays pourraient atteindre 13,5 % du PIB en 2021-2022 contre environ 12,9 % en 2020-2021.

### Tanzanie : Vers une augmentation de la production de café

La présidente du conseil d'administration du *Tanzania Coffee Board* (TCB), Aurelia Kamuzora, a déclaré que le TCB avait commencé à prendre des mesures pour augmenter la culture et la productivité de café dans le pays, dans le but de porter la production annuelle de café de 70 000 tonnes actuelles à 300 000 tonnes en 2025. Mme Kamuzora a indiqué que la TCB travaillerait avec les différents acteurs de l'industrie du café dans le pays pour s'assurer que cet objectif soit atteint. Le ministre de l'Agriculture Adolf Mkenda a signalé que l'Institut tanzanien de recherche sur le café (TaCRI) avait réussi à produire des grains de café capables de résister à la sécheresse. M. Mkenda a appelé les institutions financières à soutenir le gouvernement dans ses efforts pour développer cette culture particulièrement génératrice de revenus. En avril de cette année, la présidente de Tanzanie Samia Suluhu Hassan a appelé le ministère de l'Agriculture à augmenter la production de plusieurs cultures stratégiques, dont le café, afin de permettre au pays de renforcer ces recettes d'exportation en devises.



## CONTACTS

### Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : [quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

### Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

[Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

### Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

[frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

### Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

### Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

[suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr)

### Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

[annie.biro@dgtresor.gouv.fr](mailto:annie.biro@dgtresor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi  
([jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

Crédits photo :

[sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr](mailto:sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr)

©DGTresor